MalgrÃ© les efforts consentis par lâ€™Ã©tat, des sites patrimoniaux toujours menacÃ©s

La prise en charge du patrimoine entre bonne volontÃ© et manque de moyens. 23-04-2009

La prise en charge du patrimoine entre bonne volontÃ© et manque de moyens.

Par Hassan Gherab. La Tribune. 23/04/2009

Le terme est lÃ¢chÃ© : Â«Le patriotisme culturel.Â» Et lâ€™expression nâ€™est pas le fait dâ€™un responsable en mal dâ€™originalitÃ©. Ces mots exposent une notion Ã©voquÃ©e et dÃ©fendue, Ã juste titre, par une personne qui sâ€™exprimait Ã¨s qualitÃ©s, sur un sujet quâ€™elle connaÃ®t et dont elle cerne tous les paramÃ¨tres, endogÃ¨nes et exogÃ¨nes : câ€™est Mme Samira Benzegouta-Debache, la directrice du Laboratoire villes et patrimoine (LVP) du dÃ©partement dâ€™architecture et dâ€™urbanisme de lâ€™universitÃ© Mentouri de Constantine.
Le Mois du patrimoine est une Â«excellente opportunitÃ© pour approfondir le dÃ©bat autour de la sÃ©curisation des biens culturels du pays. [â€¦]. Renforcer la sÃ©curisation de ces biens et sensibiliser le public sur la valeur identitaire et historique des richesses archÃ©ologiques, souvent menacÃ©es par la contrebande, le vandalisme ou lâ€™indiffÃ©rence, sont aujourdâ€™hui une nÃ©cessitÃ©Â», soutiendra-t-elle. Dâ€™autant que, pour cette annÃ©e, le thÃ¨me choisi pour ce mois dÃ©diÃ© aux richesses et biens patrimoniaux est Â«patrimoine et sÃ©curisationÂ».
A ce titre, Mme Benzegouta-Debache soulignera lâ€™urgence de travailler Ã lâ€™enracinement dans lâ€™esprit des citoyens de la notion de Â«patriotisme culturelÂ». Ce faisant, la prise de conscience qui en rÃ©sultera constituera un vÃ©ritable bouclier contre Â«les menaces de dÃ©possession qui pÃ¨sent perpÃ©tuellement sur nos richesses archÃ©ologiques du fait de la contrebande et du pillage [â€¦], qui constituent une atteinte Ã notre identitÃ©Â». La directrice du LVP expliquera que ce trafic local ou international de piÃ¨ces archÃ©ologiques nâ€™est pas le propre de lâ€™AlgÃ©rie mais touche de nombreux pays, essentiellement ceux du Sud oÃ¹ la protection du patrimoine bute sur de nombreux Ã©cueils dont le manque de moyens, humains, matÃ©riels et financiers, nâ€™est pas le moindre. Le trafic international des richesses archÃ©ologiques Â«sâ€™effectue de faÃ§on gÃ©nÃ©rale des pays du Sud vers les pays les plus dÃ©veloppÃ©s, et constitue, Ã plus dâ€™un titre, la poursuite des pillages Ã grande Ã©chelle, inaugurÃ©s par lâ€™Ã¨re colonialeÂ», dira-t-elle.
Conscient de ce problÃ¨me, le ministÃ¨re de la Culture sâ€™est employÃ© Ã dresser des barriÃ¨res contre les actions des contrebandiers. Une coopÃ©ration a Ã©tÃ© Ã©tablie avec la police, la Gendarmerie nationale et les Douanes algÃ©riennes qui se sont impliquÃ©es dans la protection du patrimoine en crÃ©ant des brigades spÃ©cialisÃ©es dans la lutte contre le trafic dâ€™objets et de piÃ¨ces archÃ©ologiques. Officiers et Ã©lÃ©ments constituant ces brigades travaillent en Ã©troite collaboration avec le ministÃ¨re de la Culture qui se charge dâ€™organiser Ã leur adresse des sÃ©minaires de formation pour leur permettre de reconnaÃ®tre et dâ€™identifier un objet de valeur patrimoniale.
Sur un autre plan, le ministÃ¨re de la Culture a entrepris de renforcer le cadre juridique et institutionnel, ce qui lui a permis dâ€™aplanir le terrain et dâ€™avoir les coudÃ©es franches pour intervenir lÃ oÃ¹ la nÃ©cessitÃ© se ferait sentir. Lâ€™Etat a, de son cÃ´tÃ©, consenti un effort budgÃ©taire.
Le budget de la culture augmentera sensiblement et, pour le patrimoine, on accordera au ministÃ¨re de la Culture le droit de prÃ©lever des fonds sur les diffÃ©rents programmes locaux. Câ€™est une premiÃ¨re. Cette embellie financiÃ¨re profitera Ã de nombreux sites et monuments qui bÃ©nÃ©ficieront dâ€™opÃ©rations de restauration.
Mais tout le budget de la culture y passerait jusquâ€™au dernier centime que Ã§a ne suffirait pas pour faire face Ã toutes les dÃ©penses nÃ©cessaires Ã une rÃ©elle et totale restauration, prise en charge et exploitation de tous nos biens et richesses patrimoniaux. On rajouterait les budgets de deux ou trois autres ministÃ¨res, des plus riches, que Ã§a serait englouti sans pour autant parvenir Ã la mise en valeur de notre patrimoine comme il se doit. Pour sâ€™en convaincre, il suffirait de voir les difficultÃ©s auxquelles font face

des pays oÃ¹ la culture est bien plus riche pour prendre en charge leurs patrimoines.
La solution ? Elle est dans lâ€™implication de tous, secteurs, institutions et citoyens pour, si ce nâ€™est redonner vie Ã notre patrimoine, le garder pour le moins en lâ€™Ã©tat et le protÃ©ger contre les dÃ©gradations, les vols et le vandalisme, en attendant que les moyens financiers, matÃ©riels et humains soient disponibles. Les spÃ©cialistes sont dâ€™ailleurs unanimes Ã dire que la protection du patrimoine doit nÃ©cessairement sâ€™inscrire dans une politique de dÃ©veloppement durable, une politique dâ€™Etat devant impliquer, nÃ©cessairement, une prise de conscience de tous les acteurs sociaux qui doivent sâ€™investir dans la valorisation des biens matÃ©riels et immatÃ©riels en tant que terreau et substrat de la culture algÃ©rienne, mais aussi en tant que ressource pour lâ€™Ã©cotourisme.

H. G.

Posté par : alger-culture, le April 25 2009 17:29:42